présidence, comme ce fut le cas au mois d'avril 1987, d'intervenir afin que l'équilibre de la démocratie ne soit pas rompu. Dans votre jugement sur la question, monsieur le Président, je vous demande de prendre en considération ma deuxième requête, c'est-à-dire de vérifier si l'utilisation actuelle de la clôture respecte la portée et l'esprit des dispositions originales de l'article 57 du Règlement.

Notre tâche de parlementaires, notre métier si vous voulez, est la rédaction des lois. Personne ne sait mieux que les membres de la Chambre, comme vous, à quel point il est important que l'esprit de la loi l'emporte sur le langage technique.

Quand la Chambre a adopté la procédure de clôture en 1913, elle la réservait à des circonstances extrêmes et exceptionnelles. À de rares exceptions près, de 1913 à nos jours, la clôture n'a servi qu'après des débats qui traînaient en longueur et après que la Chambre eut le temps d'approfondir la question à l'étude. La procédure de clôture a été adoptée comme sauvegarde dans les rares occasions où les négociations sont rompues entre les partis. Elle semble aujourd'hui se substituer aux négociations.

Dans les cinq derniers mois de session, le gouvernement a donné avis de clôture 11 fois. Il s'agissait de projets de loi très controversés, comme celui dont nous sommes saisis. Il l'a fait à propos de projets de loi ordinaires, comme le C-20, relatif à la Loi sur la taxe d'accise. Il a aussi brandi la menace de clôture à propos de projets de loi qui avaient l'appui de tous les partis, et je pense au C-18, le projet de loi sur le multiculturalisme.

Je prétends que nous sommes loin du temps où la clôture servait à protéger le gouvernement contre la paralysie totale des travaux législatifs. Le programme du gouvernement n'est sûrement pas paralysé, car s'il l'était, le gouvernement n'aurait pas proposé, avec notre consentement, je l'avoue, de prolonger le congé de la Chambre de neuf semaines supplémentaires. Il aurait même consenti à la proposition du Nouveau Parti démocratique et aussi, je crois, du Parti libéral, que la Chambre se réunisse plus tôt en janvier de l'année dernière. Il est évident que ce n'est pas un cas de paralysie des travaux parlementaires ou législatifs.

Je vous demande de tenir compte de ces réflexions et de nous dire si vous pensez que l'usage que le gouvernement fait de la clôture à la Chambre est acceptable.

Initiatives ministérielles

Je passe à ma troisième requête, qui est un peu plus complexe. La question pourrait en effet être soumise à une autre autorité. Il s'agit de la constitutionnalité de l'article 57 du Règlement, en particulier de sa conformité avec l'article 18 de la Loi constitutionnelle de 1867. Voici ce que prévoit cet article:

Les privilèges, immunités et pouvoirs que posséderont et exerceront le Sénat, la Chambre des communes et les membres de ces corps respectifs, seront ceux prescrits de temps à autre par loi du Parlement du Canada; mais de manière à ce qu'aucune loi du Parlement du Canada définissant tels privilèges, immunités et pouvoirs ne donnera aucuns privilèges, immunités ou pouvoirs excédant ceux qui, lors de la passation de la présente loi, sont possédés et exercés par la Chambre des communes du Parlement du Royaume-Uni de cette chambre.

Cet article de la Loi constitutionnelle de 1867 soulève un problème fondamental qu'il nous faut régler aujourd'hui sans plus tarder.

Lorsque cet article a été rédigé, il y a près de 125 ans, la clôture n'existait pas au Canada ni au Royaume-Uni. Certes, les députés du Parlement canadien ont bénéficié jusqu'en 1913 du privilège de tenir des débats illimités à la Chambre des communes. Les privilèges parlementaires comprennent notamment la liberté de parole dans l'exercice des fonctions parlementaires. C'est ainsi que les députés ne peuvent être brimés, importunés ni intimidés dans l'exécution de leurs devoirs. Le droit qu'ont les députés de débattre des questions est à la base de notre régime parlementaire et toute tentative visant à restreindre ces débats, telle la clôture, semble porter atteinte aux privilèges des députés.

Il s'ensuit que la clôture constitue un prolongement des pouvoirs de la Chambre d'adopter des motions qui portent atteinte aux privilèges des députés. J'estime que l'adoption de la clôture a modifié les privilèges des députés comme les pouvoirs de la Chambre des communes. Et pourtant, l'article 18 de la Constitution prévoit que les privilèges des députés et les pouvoirs de la Chambre soient modifiés seulement au moyen d'une loi. Je le répète, monsieur le Président, «seulement au moyen d'une loi». Au Canada, la clôture est apparue par modification du Règlement de la Chambre et non par l'entremise d'une loi.

En règle générale, la Chambre administre ses affaires en modifiant son Règlement et non en adoptant une loi. Cela serait acceptable en l'absence de toute indication contraire, mais l'article 18 de la Constitution enjoint clairement la Chambre d'adopter une loi en pareil cas.